

# **BVGer C-2488/2014 vom 11. Dezember 2014**

Bundesverwaltungsgericht, 2014-12-11, FR

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/bvger\\_C-2488\\_2014](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/bvger_C-2488_2014)

FR: TAF C-2488/2014 du 11 décembre 2014

IT: TAF C-2488/2014 del 11 dicembre 2014

## **Regeste**

Documents de voyage pour étrangers (divers)

## **Erwägungen**

### **E. 2**

Le recourant peut invoquer devant le Tribunal la violation du droit fédéral, y compris l'excès ou l'abus du pouvoir d'appréciation, la constatation inexacte ou incomplète des faits pertinents, ainsi que l'inopportunité de la décision entreprise, à moins qu'une autorité cantonale ait statué comme autorité de recours (cf. art. 49 PA). Le Tribunal n'est pas lié par les motifs invoqués par les parties (cf. art. 62 al. 4 PA), ni par les considérants de la décision attaquée (cf. André Moser et al., *Prozessieren vor dem Bundesverwaltungsgericht, Handbücher für die Anwaltspraxis*, Tome X, 2ème éd. 2013, ch. 3.197 ; Moor / Poltier, *Droit administratif*, vol. II, 2011, ch. 2.2.6.5). Aussi peut-il admettre ou rejeter le pourvoi pour d'autres motifs que ceux invoqués. Dans son arrêt, il prend en considération l'état de fait régnant au moment où il statue (ATAF 2014/1 consid. 2 et jurisprudence citée).

### **E. 3.1**

Conformément à l'art. 1 ODV, l'ODM est compétent pour établir des documents de voyage et pour émettre une autorisation de retour sous la forme d'un visa de retour.

### **E. 3.2**

X.\_\_\_\_\_, qui a obtenu une autorisation de séjour en 2009 (cf. consid. A.e), a demandé le 4 février 2013 la délivrance d'un passeport pour étrangers dépourvus de documents au sens de l'art. 10 ODV.

### **E. 4**

Selon l'art. 59 al. 1 de la loi fédérale du 16 décembre 2005 sur les étrangers (LEtr, RS 142.20), l'ODM peut établir des documents de voyage pour l'étranger sans pièce de légitimation. Au sens de l'art. 10 al. 1 ODV, un étranger est réputé dépourvu de documents de voyage au sens de l'ODV lorsqu'il ne possède pas de document de voyage valable émis par son Etat d'origine ou de provenance et qu'il ne peut être exigé de lui qu'il demande aux autorités compétentes de son Etat d'origine ou de provenance l'établissement ou la prolongation d'un tel document (let. a), ou qu'il est impossible de lui procurer des documents de voyage (let. b; texte allemand: "für welche die Beschaffung von Reisedokumenten unmöglich ist"). La condition de personne dépourvue de documents de voyage est constatée par l'ODM dans le cadre de l'examen de la demande (art. 10 al. 4 ODV). 4.1.1 En l'espèce, l'octroi du titre de voyage sollicité par l'intéressé n'est dès lors envisageable, au regard de la disposition légale précitée, qu'à la condition qu'il soit "dépourvu de documents de voyage". 4.1.2 Afin de garantir qu'un retour dans son pays

d'origine ou de provenance soit à tout moment possible, tout étranger doit être durant son séjour en Suisse en possession d'une pièce de légitimation valable et reconnue au sens de l'art. 13 al. 1 LEtr (cf. Peter Uebersax, Einreise und Anwesenheit, in: Uebersax/Rudin/Hugi Yar/Geiser [éd.], Ausländerrecht, Handbücher für die Anwaltspraxis tome VIII, 2ème éd., Bâle 2009, ad ch. 7.284 et réf. cit.; cf. également Message concernant la loi sur les étrangers du 8 mars 2002, FF 2002 3469, ici 3534). L'étranger participant à une procédure prévue par la loi sur les étrangers doit, en particulier, se procurer une pièce de légitimation ou collaborer avec les autorités pour en obtenir une (cf. art. 89 et 90 let. c LEtr, en relation avec l'art. 8 de l'ordonnance relative à l'admission, au séjour et à l'exercice d'une activité lucrative du 24 octobre 2007 [OASA, RS 142.201]).

5.1 En l'espèce, X. \_\_\_\_\_ ne possède pas de document de voyage national valable. Cependant, le fait de ne pas être en possession d'une pièce de légitimation de ce type n'est pas, en soi, suffisant pour se voir reconnaître la qualité d'"étranger dépourvu de documents de voyage" au sens de l'art. 10 ODV. Encore faut-il que l'on ne puisse exiger du ressortissant étranger concerné qu'il demande aux autorités compétentes de son Etat d'origine ou de provenance l'établissement d'un tel document (art. 10 al. 1 let. a ODV) ou qu'il soit impossible à cette personne d'obtenir un document de voyage national (art. 10 al. 1 let. b ODV).

5.1.1 La question de savoir si l'on peut raisonnablement exiger d'un étranger qu'il s'approche des autorités de son pays d'origine pour l'établissement ou le renouvellement de ses documents de voyage nationaux (cf. art. 10 al. 1 let. a ODV) doit être appréciée en fonction de critères objectifs et non subjectifs, selon la jurisprudence (cf. notamment l'arrêt du Tribunal fédéral 2A.335/2006 du 18 octobre 2006 consid. 2.1 et jurispr. cit.; cf. aussi l'arrêt du Tribunal administratif fédéral C-3140/2010 & C-3153/2010 du 9 juin 2011, consid. 4.3.1). Au demeurant, les difficultés techniques (telles que les retards accumulés par les autorités de l'Etat d'origine) que comporterait l'établissement d'un passeport national ne permettent pas, en règle générale, d'admettre l'existence d'une impossibilité objective et, ainsi, de conférer à la personne concernée la qualification d'étranger "dépourvu de documents de voyage" (cf. à ce propos l'art. 10 al. 2 ODV). Conformément à l'art. 10 al. 3 ODV, il ne peut être exigé notamment des personnes à protéger et des requérants d'asile qu'ils prennent contact avec les autorités compétentes de leur Etat d'origine ou de provenance. Dans l'hypothèse où elles ne disposent pas de papiers nationaux valables, on ne saurait non plus exiger des personnes qui ont été admises provisoirement en Suisse en raison du caractère illicite de l'exécution de leur renvoi qu'elles requièrent des autorités de leur pays d'origine l'établissement de nouveaux documents de légitimation nationaux, sous réserve des cas où il n'existe aucun lien entre ladite illicéité et les autorités du pays d'origine. Il y a donc, en principe, également lieu de considérer d'emblée que ces personnes répondent à la notion d'étrangers "dépourvus de documents de voyage" telle que définie à l'art. 10 al. 1 let. a ODV.

5.1.2 En l'occurrence, X. \_\_\_\_\_ n'a pas été mis au bénéfice de la qualité de réfugié. En effet, la demande d'asile de l'intéressé et de son épouse a été rejetée par l'ODM, motifs pris que leurs déclarations ne satisfaisaient pas aux conditions de vraisemblance énoncées à l'art. 7 LAsi et cette décision a été confirmée par le Tribunal par arrêt du 20 janvier 2009. Par ailleurs, il appert que le 5 mai 2009, l'ODM a délivré une autorisation de séjour à l'intéressé et sa famille en application de l'art. 14 al. 2 LAsi. Au demeurant, la décision de renvoi de Suisse prononcée dans la décision du 14 octobre 2004 est ainsi devenue sans objet (cf. let. A.b ci-dessus). Il s'ensuit que l'intéressé n'a jamais été admis provisoirement en Suisse en raison de dangers que représenteraient pour lui les autorités de son pays d'origine en cas de retour dans sa patrie. On ne saurait dès lors considérer que si l'intéressé venait à entrer en contact avec les

représentants de son pays d'origine en Suisse, sa propre sécurité ou celle de sa famille s'en trouverait péjorée. Il est à relever, en outre, que le recourant est déjà entré en contact avec le Consulat d'Algérie à Genève (cf. lettres des 22 avril 2013, 16 et 17 janvier 2014 et recours du 7 mai 2014). Dans ces conditions, force est de constater qu'aucune impossibilité subjective ne fait obstacle à ce que le recourant entreprenne les démarches nécessaires auprès des autorités consulaires compétentes de son pays d'origine aux fins d'obtenir un passeport national, dans la mesure où cela ne lui ferait courir aucun risque pour sa sécurité.

5.2 En tant que le requérant sollicite des autorités helvétiques l'octroi d'un passeport pour étrangers et dans la mesure où il a été établi qu'aucune impossibilité subjective (art. 10 al. 1 let. a ODV) n'existe en l'occurrence, le Tribunal relève qu'il appartient au recourant de fournir la preuve de l'impossibilité objective (cf. art. 10 al. 1 let. b ODV) d'obtenir de son pays d'origine ou de provenance un passeport national valable (cf. , sur ce point, arrêts précités du Tribunal administratif fédéral C-3140/2010 & C-3153/2010 consid. 4.4), ce qui, au vu de l'ensemble des pièces du dossier, n'a nullement été rapporté dans le cas particulier.

5.2.1 Dans son pourvoi du 7 mai 2014, le recourant expose que les motifs invoqués à l'appui de sa demande d'asile ont conduit les autorités de son pays d'origine à lui refuser la délivrance d'un passeport algérien et que ces dernières lui aurait communiqué ce refus uniquement par voie orale, de sorte qu'il est dans l'impossibilité d'obtenir un passeport national.

5.2.2 En premier lieu, comme l'a relevé l'ODM dans la décision querellée, X.\_\_\_\_\_ n'a produit aucun document ou attestation confirmant le refus de la part des autorités algériennes compétentes d'établir le passeport sollicité. Selon les allégations du recourant, il n'aurait reçu qu'une réponse orale sur sa requête de la part d'un employé du Consulat d'Algérie en Suisse. Dans ces circonstances, force est d'admettre que l'intéressé n'a apporté aucun moyen de preuve probant quant au refus de délivrance d'un passeport national en sa faveur. En l'état, le Tribunal ne saurait donc conclure, à l'instar de l'ODM, que les échanges oraux entre le recourant et un employé dudit consulat constituent un refus absolu et définitif de délivrance du document sollicité.

5.2.3 En second lieu, s'agissant du motif de refus de délivrance d'un passeport national évoqué par le recourant, à savoir une enquête menée auprès des services de police à Alger aboutissant à un préavis défavorable quant à l'établissement d'un passeport national, cela en raison des agissements de l'intéressé ayant conduit au dépôt de sa demande d'asile en Suisse, le Tribunal relève que les motifs exposés par ce dernier à l'appui de sa demande d'asile n'ont pas été considérés comme vraisemblables (cf. décision de l'ODM du 14 octobre 2004 confirmée par l'arrêt du Tribunal de céans du 20 janvier 2009). Dès lors, ces motifs ne sauraient justifier d'emblée (au demeurant sans qu'aucune preuve n'en ait été apportée) la délivrance du passeport national sollicité. En conséquence, dans la mesure où l'intéressé n'a pu établir de manière probante la cause du prétendu refus par les autorités compétentes de son pays d'origine, force est donc de constater que l'impossibilité objective, au sens de l'art. 10 al. 1 let. b ODV, n'est pas réalisée dans le cas d'espèce. En tout état de cause, c'est à la législation de l'Etat d'origine qu'il incombe de définir quels sont les motifs qui justifient ou non un refus de délivrance d'un passeport national et non pas au droit suisse. Cas contraire, cela reviendrait à établir systématiquement un document de voyage de remplacement lorsqu'un ressortissant étranger se verrait refuser l'octroi d'un document national par les autorités de son pays d'origine pour des raisons qui ne sont pas prévues par le droit suisse. Une telle manière de procéder violerait assurément la souveraineté de l'Etat étranger concerné ou son autonomie en matière d'établissement de documents de voyage (cf. en ce sens arrêt du Tribunal administratif fédéral C-2648/2007 du 31 mars 2008 consid. 5.1 in fine), de sorte qu'elle est à

rejeter. Aussi, il y a lieu de retenir que le recourant peut être renvoyé à solliciter la délivrance d'un passeport national auprès des autorités compétentes algériennes. 5.3 Au regard de ce qui précède, force est de constater que X.\_\_\_\_\_ ne saurait être considéré comme étant "dépourvu de documents de voyage" au sens de l'art. 10 ODV. 5.4 Le recourant n'ayant pas la qualité d'étranger "dépourvu de documents de voyage" au sens de l'ODV, c'est à juste titre que l'autorité de première instance a constaté ce fait et lui a refusé l'octroi d'un passeport pour étrangers.

#### **E. 6**

Compte tenu des considérants exposés ci-dessus, il appert que, par sa décision du 14 avril 2014, l'ODM n'a pas violé le droit fédéral, ni constaté des faits pertinents de manière inexacte ou incomplète; en outre la décision attaquée n'est pas inopportune (cf. art. 49 PA). En conséquence, le recours est rejeté. Vu l'issue de la cause, il y a lieu de mettre les frais de procédure à la charge du recourant (cf. art. 63 al. 1 PA et art. 1 à 3 du règlement du 21 février 2008 concernant les frais, dépens et indemnités fixés par le Tribunal administratif fédéral [FITAF, RS 173.320.2]). (dispositif page suivante)

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.